



# La Coopération des idées

Revue mensuelle d'Éducation Sociale



## SOMMAIRE

- GUSTAVE SCHEID..... *Les Idées morales.*  
 SAINT-ALBAN..... *La Police des mœurs.*  
 HAN RYNER .. *Rapport des Morales et des Sociologies.*  
 JEAN LAHOR..... *Programme de la Société d'art populaire et  
 d'hygiène.*  
 G. DEHERME..... *Les livres qui font penser.*



## ABONNEMENTS

France : Un an : 4 francs. — Six mois : 2 fr.

Étranger : Un an : 6 francs.



Le Numéro : 0 fr. 40

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

157, Faubourg Saint-Antoine (XI<sup>e</sup> Art.)

PARIS

## VIENT DE PARAÎTRE :

---

*Almanach de la Coopération française pour 1904*, publié par le Comité central de l'Union Coopérative, sous la direction de M. CH. GIDE, avec la collaboration de MM. de BOYVE, CERNESSON, DAUDÉ-BANCEL, G. DEHERME, DUFOURMANTELLE, HENRI HAYEM, HUMBERT, D<sup>r</sup> KOCH, MME LABERGERIE-DUHAMEL, MUTSCHLER.

On trouvera dans l'Almanach de cette année d'importants documents sur le mouvement coopératif.

*En vente à la Coopération des Idées, 0,40 ; franco, 0,50.*

---

## A NOS ABONNÉS

---

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'**avertissement**.

---

### L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Étranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.  
Étranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, rue Christine, Paris.



# La Coopération des idées

## Les Idées morales

---

Comme il est des gens que le choix trop riche trouble par la largeur et la vivacité même du désir, il en est aussi qu'il rend sceptiques et pour qui le nombre des preuves devient raison de doute. Ils croient au soleil, parce qu'ils n'en voient qu'un ; mais ils ne croient en aucune religion parce qu'il y en a plusieurs, et les morales leur sont comme les arbres qui empêchent de voir la forêt : elles leur cachent la morale. Pour eux, vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà, signifie erreur partout. Ils doutent d'une règle impérative de conduite parce qu'ils voient les hommes obéir aux commandements les plus divers.

Pourtant, si l'abondance des règles de vie nous peut inquiéter quant à leur valeur, elle nous doit aussi convaincre qu'il faut à l'homme une règle de vie, comme la variété des mets dont-il se nourrit doit nous témoigner de l'impérieuse exigence de sa faim. Pour nous, ce spectacle des efforts divers de l'homme pour se tracer une route à travers la vie nous fortifie dans l'idée que c'est là l'un de ses plus profonds besoins puisqu'il est universel, et l'un des meilleurs puisqu'il

aspire à substituer la raison à l'instinct, à mettre dans l'acte présent le souci de l'avenir et la lumière de l'expérience, et lui fait prévoir, au delà du moment et de la fougue du désir ou de la langueur de la paresse, l'avenir préparé par la jouissance ou l'inertie actuelles. La morale est une prévoyance ; la prévoyance du résultat de l'acte présent, et la conformité volontaire du résultat prévu à un idéal préconçu. C'est une accommodation de l'acte à un but plus large que lui-même, tandis que l'immoralité ou la vie instinctive sont la conformité de l'acte et du désir présents, sans pensée qui dépasse l'un et l'autre et les pénètre pour ainsi dire d'avenir. La morale réside donc à la fois dans une idée préalable et dans la volonté présente de la réaliser ; elle est à la fois une pensée et un acte. Il n'est donc point de morales qui ne fassent appel à la volonté, pour réprimer ou pour exciter, et ce n'est pas par là que les disciplines humaines diffèrent, puisque la tension qu'elles lui réclament ou la direction qu'elles lui impriment viennent des seules exigences de l'idée générale qui les inspire. C'est donc par cette idée que les morales se distinguent et c'est elle qu'il y faut dégager.

Rien n'est indifférent à la morale. La science, la religion, la beauté du climat, la force du caractère sont les éléments universels des sentiments qui la fondent. Puisqu'elle s'efforce de guider la vie, la conception de ce qu'est la vie humaine, de sa place dans le monde, de ses forces possibles et de ses limites probables, le terme ou le prolongement que nous y rêvons, le plaisir que nous y prenons, sont les éléments nécessaires et inévitables de l'idée selon laquelle nous voulons la diriger. Il n'y a point de morale qui n'implique une science, une philosophie

plus ou moins consciente, et, puisqu'elle conçoit l'idéal de la vie, qui d'abord n'en suppose une idée.

Tout est vide. Le monde est un mal. La vie est une souffrance, et la pensée une maladie, dont il faut se guérir par l'anéantissement. Il faut se détacher de tout ce qui passe, pour n'en être ni dupe ni victime, et c'est la vie elle-même. Le nirvana, l'anéantissement, seul ne passe point ; c'est vers sa paix éternelle qu'il faut alanguir peu à peu notre force et notre esprit, en elle qu'il faut endormir, pour toujours, avec notre pensée notre souffrance. Cependant, dans l'attente du refroidissement définitif de l'étincelle intérieure, la pitié pour les créatures entretient l'amour et la charité, et quand, demeuré innocent et pur, ayant répandu, en une sympathie calme, la bienfaisance de ses aumônes et de ses soins, le Bouddha est « passé à l'autre rive, il veut y conduire toutes les créatures ».

La même conscience de l'illusion des choses, le même sentiment profond et douloureux du mal, conduisent le penseur moderne, Schopenhauer, à la même règle qui est la pitié pour les autres et l'ascétisme pour soi, par qui l'on mortifie sa volonté et on la paralyse jusqu'à la mort.

La sagesse de l'athéisme désespéré ressemble fort, quant à la vie sur cette terre, à l'espérance religieuse du chrétien.

« Mon fils, dit Jésus-Christ dans l'Imitation, apprends à te mépriser, à t'humilier, à briser tes volontés, à te prêter à tous les assujettissements. Tu dois être mort à toutes les amitiés humaines. Si tu savais t'anéantir parfaitement, je viendrais alors en toi. »

Le fidèle renonce à lui même et se donne tout entier à son Dieu.

Le Bouddha veut s'évader de la vie ; le mystique veut seulement s'évader de la terre. Le stoïcien y demeure, mais s'y isole dans le dédain des biens extérieurs, dans l'immobilité du cœur qui arrête les passions ; il se refrène d'une volonté d'arrêt toujours en éveil et qui réduit pour lui le monde à sa vie intérieure, et sa vie intérieure à la vigilance austère qui le garde pur, serein, résigné. Il se dresse dans le monde comme une statue froide, immobile et parfaite, une de ces statues grecques, de marbre blanc, dont le spectacle du monde ne dérange point le geste tranquille. « Abs-tiens-toi et supporte », dit l'esclave Epictète qui éleva au-dessus de l'agonie du monde romain la fierté de l'âme antique, désabusée de la terre et incertaine des cieux, docile à la fatalité, égoïste en son impassibilité, orgueilleuse en son effort vers la maîtrise de soi, qui veut s'enchâsser harmonieusement et pacifique- dans le monde, mais ne veut pas le changer et ne croit pas qu'il change, qui veut se retirer de l'injustice et de la guerre sociales, et renonce par lassitude et dédain à travailler à la justice et à la paix.

Ce refroidissement méthodique et ce dédain austère, qui sont un peu une philosophie de vieillard, ressemblent fort, par leurs effets, à cette morale des neutres et des émasculés que pratiquent la lassitude native de la majorité humaine, l'indifférence des désabusés et l'habileté des égoïstes, et qu'on peut nommer d'un mot aussi banal qu'elle, la morale de la tranquillité. Elle est une morale défensive du calme individuel, de la somnolence intérieure, de la quiétude domestique, et peut garder la paix de la vertu comme la jouissance du vice.

Elle est la traduction dégénérée et instructive des philosophies du nirvana, du renoncement et de l'isolement, la populaire formule de ces disciplines dont le principe est *la moindre vie*, le minimum de risques. Qu'il veuille rentrer dans le Néant, humilier sa superbe, fixer son âme ou garantir de tout trouble sa « petite vie », le bouddha, le mystique, le stoïcien ou le bourgeois sont des contempteurs de la vie. Ne rien faire ou laisser faire sont la placide sagesse de leur désespoir, de leur paresse ou de leur pusillanimité.

Il est remarquable que le seul souci individuel et une philosophie individuelle les inspirent tous. Il n'y a point, jusqu'ici, malgré le nombre possible de leurs adhérents, de morales sociales. Leurs sectateurs peuvent être des solitaires.

Mais il est des morales de groupes, organisées, codifiées, régies comme des administrations, impossibles à concevoir et à pratiquer par le seul individu. Ce sont les morales de la *vie obéissante*. Le fidèle, car toutes supposent une foi en quelque chose de supérieur à nous-même, peut aussi bien y obéir dans l'activité que dans l'inertie; mais ce n'est pas en lui qu'il puise l'idée ni le contrôle de son action. Son mérite et sa consigne sont d'obéir.

S'il obéit à la tradition, il est le chinois; s'il obéit au commandement présent pour la bataille et la conquête, il est le soldat, s'il obéit au commandement présent pendant toute sa vie, il est le sujet; s'il obéit au commandement ancien, en tous ses actes, pour une vie future, il est le chrétien parfait.

Le geste et la pensée du chinois ne sont pas à lui; il est le plus parfait témoignage de la vie impérieuse des morts; il n'est que leur pieux imitateur. Il est un mort en action et en puissance. Il obéit durant sa vie;

mort, il commandera à son tour. Il n'aura de volonté que lorsqu'il ne sera plus.

Le moine n'en aura jamais. Il est «comme un cadavre». Il ne vit pas dans l'attente d'une autre vie ; il se ferme la terre pour s'ouvrir le ciel. L'obéissance pour lui, est la vertu tout entière ; c'est par là qu'il mérite, et par la docilité à ne pas vivre, qu'il gagne l'autre vie. Le chrétien ne peut trouver en lui que le principe du mal ; c'est en dehors de lui, dans une règle divine, qu'il peut seulement trouver le but et le bonheur de sa vie.

Le sujet, qui est le fidèle étendant sa foi dans la vie politique, obéit au roi parce qu'il le croit le lieutenant de Dieu. Le fidèle et le sujet sont ainsi des soldats permanents, à vie. Et l'activité la plus ardente peut se développer sous cette discipline, mais seulement «par ordre».

Sans doute, l'obéissance soutient toute morale et toute discipline. Les différences viennent du principe du commandement et de son lieu, du fait que la formule et la contrainte en sont extérieures ou intérieures ; car l'ordre même n'est jamais que celui de notre volonté.

Nous revenons à l'initiative individuelle et nous arrivons au principe de *la vie active*, bonne en soi, et au principe intérieur d'activité avec les morales populaires, moins réfléchies sans doute, parfois moins nobles.

La recherche du plaisir et de la richesse s'est élevée, sinon à la hauteur, du moins à l'impérative obsession d'une loi morale, à la prévoyance, à la casuistique des pratiques morales. La richesse et le travail sont devenus des buts en soi, et des critères de la moralité. Sans avoir fondé aucune doctrine morale sur



leur seule base ils sont les principes des actions les plus logiques et les plus persévérantes, des poursuites les plus acharnées, de la casuistique la plus raffinée, du dévouement le plus absolu. L'effort vers la richesse, l'amour du travail font l'unité parfaite, la beauté d'ordonnance de milliers d'existences qui y puisent la prévoyance et l'énergie que réclame toute discipline. Labeur fécond ou jouissance, ils manifestent la plus simple et la plus naturelle forme de l'amour de la vie.

Ces morales instinctives et populaires de la vie active, peu illustrées par la spéculation abstraite, ne se compliquent d'aucune idée étrangère à la vie terrestre. Travailler et jouir ne sont pas des idées, mais des besoins.

Le peuple parvint cependant à soutenir des morales très impérieuses, très subtiles, très belles, de la rigidité et de la hauteur d'une idée : des morales dépassant la vie instinctive et individuelle, mais encore terrestres et actives, sans souci d'au-delà, dont les armatures, forgées au feu des luttes humaines, furent le Courage, l'Honneur, la Patrie.

La morale du courage, dont ne parlent point les traités de philosophie, se rencontre chez tous les peuples guerriers, et fut souvent la seule impérieuse et respectée chez eux. Elle expose la vie, mais par une admirable concentration de l'énergie. La morale de l'honneur en fut à la fois un raffinement et une décadence quand elle inspira le souci d'une réputation sans tache préférable à la vie, ou qu'elle mit dans le courage la seule mesure de l'honneur. Enfin la communauté d'intérêts, de souffrances et d'orgueil inspira la morale du patriotisme, où l'individu sacrifie sa vie pour une vie plus large que la sienne et plus longue, pour la vie de la race.

L'échafaudage de ces morales populaires se couronne par la plus abstraite, la plus spéculative des morales : celle de Kant. Ce n'est pas à la patrie seulement qu'il faut offrir son activité, c'est à tout homme et à tous les hommes, à l'homme « considéré comme une fin et non comme un moyen », à l'humanité entière, c'est-à-dire à la vie la plus large et la plus durable que nous connaissions. Si une vie plus vaste encore nous était révélée dans la cité des astres, à laquelle nous puissions collaborer, le principe de Kant conduirait à nous y dévouer.

Les hommes ont pensé de tout temps, ou que toute vie est mauvaise, mais qu'elle en prépare une autre meilleure; ou que la vie est bonne, et qu'il faut en tirer le plus de bien terrestre possible.

En somme, deux philosophies ont inspiré toutes les morales : le pessimisme et l'optimisme. Il y a les morales tristes et les morales joyeuses; celles qui dressent leur face grave vers le ciel, le doigt sur la bouche, et celles qui marchent avec un sourire, la main tendue et laborieuse. L'homme s'est dit : Il faut mourir; ou il faut espérer; ou il faut vivre dans le présent; et il s'est fait semblable à l'arbre desséché, ou à un bourgeon qui attendrait pour éclore la douceur d'un avril futur et mystérieux ou à la fleur confiante qui mûrit sous le soleil visible son fruit terrestre.

Pour choisir une règle de vie, il nous faudra chercher ce que la nature humaine, le bon sens, la science nous permettent de concilier du désespoir qui ne veut pas souffrir, de l'espérance qui attend, et du désir de vivre l'heure qui passe.

GUSTAVE SCHEID.

## La Police des mœurs

---

Nos députés qui, on ne l'ignore pas, ne lisent jamais les *Documents parlementaires* auront peut-être fait exception pour l'annexe n° 356 (séance du 4 juin 1903) qui contient une proposition de loi, avec copieux exposé de motifs, de M. Georges Berry sur la police des mœurs. Les études de ce genre trouvent toujours un public de bonne volonté, et dans tous les congrès féministes, c'est la section qui étudie la traite des blanches et le régime des maisons closes qui bénéficie de l'attention la plus soutenue. On fut obligé, dans un de ces récents congrès en Angleterre, de prendre un parti héroïque, et de décider qu'on ne publierait aucun rapport présenté à ladite section : l'intérêt spécial des sujets aurait fait tort aux moroses sections voisines !

Puisque nous n'avons pas les mêmes motifs de discrétion, essayons de voir un peu clair dans ce domaine moins public que son nom ferait croire.

Et d'abord, à combien de têtes s'élève le troupeau lascif qui vagabonde sous la houlette de M. le Préfet de police ? On ne peut répondre que pour les brebis cataloguées. Elles étaient au nombre de 5.710, l'année dernière, 510 dans des maisons, 5.200 isolées, celles-là en diminution de moitié environ depuis vingt ans, celles-ci en augmentation du triple. Mais les autres, celles qui ne sont pas inscrites ? Ici les chiffres varient d'une façon surprenante. La police des mœurs et les auteurs qui s'inspirent d'elles parlent couramment de 50.000 prostituées rien qu'à Paris, mais

d'autres observateurs qui font remarquer l'intérêt qu'a cette police à faire croire à l'importance de son rôle, se contentent d'un chiffre bien moindre, 10.000 tout au plus.

M. Georges Berry se range à cette opinion qui base le nombre des prostituées sur le chiffre des arrestations d'insoumises, multiplié par quatre ou cinq pour tenir compte des insoumises qui ne s'exposent pas à être arrêtées. Si l'on faisait le compte de toutes les femmes isolées qui se trouvent, par exemple, le samedi soir à 11 heures, dans tous les bals ou music-halls à promenoir de Paris, on n'arriverait en effet peut-être pas à mille. Ce n'est qu'un petit bataillon. Même en doublant le chiffre pour tenir compte de celles qui, quoique accompagnées, sont exactement de la même condition, ou de celles, peu nombreuses d'ailleurs, qui ne vont pas ce soir-là sur le champ de bataille, on reste loin des deux corps d'armée que Vénus Pandémos pourrait, d'après certains, mobiliser. Il est vrai que ce sont là les troupes d'élite, la garde, jeune et vieille. A ce contingent il faudrait ajouter les modestes pousse-cailloux, les tirailleuses aux fourniments défraîchis qui se contentent des innombrables bastringues, bars, brasseries, et au-dessous encore les minables factionnaires qui font leur quart aux carrefours, aux abords des gares, sur les talus des fortifs. C'est quand on pense à ces troupeaux de pauvres bêtes de somme et de veille qu'on se demande si le chiffre de M. Georges Berry n'est pas faible.

Par prostituée, faut-il le dire, on n'entend pas la simple irrégulière, mais la professionnelle vénale. L'exposé des motifs de M. Georges Berry la définit ainsi : « Toute femme qui, publiquement et sans amour, se livre au premier venu, moyennant une ré-

munération pécuniaire, et sans avoir d'autres moyens d'existence. » Si cette définition faisait partie d'un texte de loi, elle soulèverait bien des difficultés. « Publiquement » est trop fort si l'on parle de « se livrer », trop faible, si on pense au racolage ; il peut y avoir prostitution dans des enceintes privées. « Sans amour » est une condition bien difficile à établir ; le Droit romain était pire encore, il exigeait *sine dilectu*. « Premier venu » soulèverait des chicanes. « Sans avoir d'autres moyens d'existence » est dangereux aussi ; suffirait-il de gagner cent sous par mois honnêtement pour n'être pas dite prostituée ? Il serait meilleur de définir la prostituée : la femme qui se livre habituellement à l'un et à l'autre pour de l'argent. Ceci laisse de côté les femmes entretenues, qui sont, tout au plus, des candidates à la prostitution, et à plus forte raison les chercheuses d'aventures ou les mille irrégulières de la vie parisienne.

L'intérêt qu'a la société à s'occuper de la prostitution n'est pas moral, en effet ; il est hygiénique. Le péché de chair relève du confessionnal mais non de l'administration ; l'adultère, le viol, le détournement de mineure sont autres choses que des fornications. Mais l'intérêt hygiénique est souverain. La société a le droit absolu de garantir la santé publique, comme l'État a la mission rigoureuse de conserver la force nationale, et les maladies vénériennes sont pour beaucoup dans l'encombrement des hôpitaux, et pour presque tout, peut-être, dans le ralentissement de la natalité. Tout parent syphilitique a chance de n'avoir que peu d'enfant, et que des enfants malingres ; tout parent blennorrhagique, avec orchite double chez l'homme, ou infection du col de l'utérus chez la femme, ne peut avoir aucun enfant. Or à Paris, il y

a environ par an 4.000 entrées de syphilitiques dans les hôpitaux, et 2.000 traitements de blennorrhagies compliquées d'orchite. On peut évaluer à plusieurs milliers le nombre de naissances dont les maladies vénériennes privent la capitale chaque année.

Contre cette propagation d'un mal si funeste que faire ? Beaucoup de médecins répondent : Pourchasser la prostitution libre, et favoriser les maisons de tolérance. Même si le remède était salubre, on serait en droit d'hésiter. Il n'y a rien de plus odieux que ces prisons où de misérables captives sont forcées, combien brutalement parfois, de se livrer à n'importe qui, par des tenanciers qui s'enrichissent de leur triste sueur. On ne sera jamais assez sévère pour l'état social qui permet de telles choses. Ces maisons de tolérance ne seraient tolérables que si les passagères pouvaient librement entrer et sortir, non moins librement accepter ou refuser, et ne rien devoir à personne de leur trop spécial salaire. Mais ce n'est pas à l'éloge de ces créatures qu'aucune tentative de coopération, de secours mutuel, d'assurances contre la maladie ou la vieillesse ne se soit jamais produite dans leur corporation. Quoi qu'il en soit, les maisons dont je parle sont de plus — et ceci les condamne sans rémission — non pas des garanties contre les maladies vénériennes, mais tout au contraire des foyers d'infection. Il y a trente ans, la proportion des filles de maison malades était de près de 60 p. 100, quand celles des filles libres n'était que de 11 à 12 p. 100 ; depuis lors, il y a eu progrès, mais la proportion n'est pas renversée. En moyenne, il y a de malades 300 cloîtrées contre 180 non cloîtrées. Dans certaines villes étrangères où l'on a supprimé les maisons closes, on a

observé une amélioration dans l'état sanitaire des hommes de troupe.

En revanche, rien de plus efficace que la surveillance attentive de la prostitution libre. L'idéal serait que toute marchande de sourires, fût visitée par un médecin deux fois par semaine, et qu'elle fût en cas de maladie traitée gratuitement, et même bienveillamment, jusqu'à complète guérison. Ces examens fréquents ont lieu dans beaucoup de villes de l'étranger. A Paris, on se contente d'une seule visite par quinzaine, c'est insuffisant. Ce qu'il faudrait, ce serait que ces dames, d'elles-mêmes, se rendissent à la visite médicale, mais tant que cette sorte d'hygiène relèvera de la police, on ne l'obtiendra pas. La perspective d'un envoi à Saint-Lazare suffit à épouvanter les mieux intentionnées. M. Georges Berry a donc raison de demander que les prostituées malades soient traitées dans de véritables hôpitaux, et non dans des prisons comme Saint-Lazare, et soignées jusqu'à guérison définitive. Il a raison aussi de souhaiter qu'il n'y ait plus d'hôpitaux de vénériens, mais des salles spéciales dans chaque hôpital; ainsi tombera la répugnance qu'ont tant de personnes à franchir le seuil de tels hospices trop connus, et sera sauvegardée d'autre part la légitime répulsion qu'éprouvent les autres hospitalisées à se trouver en contact avec des vénériennes. Du coup aussi ces vénériennes « traitées avec les égards qu'on doit à tous les malades quels qu'ils soient » n'auront aucun déplaisir à prolonger leur séjour jusqu'à la plus complète guérison, et ce sera un bien grand avantage social. A cette réforme du système hospitalier, il faudrait ajouter l'établissement de consultations externes qui mettraient fin à la triste industrie des spécialistes charlatans et des pharma-

ciens peu scrupuleux ; que dans chaque hôpital il y ait une consultation du soir (ceci est important pour tous les travailleurs qui ne sont pas libres dans la journée ou qui ne veulent pas se rendre libres pour ne pas attirer l'attention de leur patron) où les clients seront reçus de façon discrète et séparée, sans salle d'attente commune (ce qui est non moins important), où les bains et les médicaments nécessaires seront fournis gratuitement (il ne faut pas lésiner en pareille matière), et la propagation des maladies vénériennes se trouvera enrayée.

Voilà pour le rôle des médecins. Quant à celui des policiers, il faut sinon le supprimer du moins le dissimuler de la façon la plus savante. Pour cela, on devrait centraliser les casiers à fiches non pas à la Préfecture de police, mais à l'Hôtel-Dieu, et mettre à la tête du service des cartes non pas un inspecteur des mœurs, mais un médecin ou un directeur d'hôpital. De plus, assurer loyalement le secret de ces cartes et faciliter les radiations autant que les inscriptions. Enfin et surtout, s'abstenir de recourir à des moyens blâmables pour alimenter ces casiers ; l'inscription ne devrait être jamais le résultat d'une mesure disciplinaire, à plus forte raison, d'une rafle. Rafles et maisons de tolérance sont la honte de ce temps-ci, d'autant plus qu'on pourrait obtenir par la douceur beaucoup plus que par la violence. Si l'on accordait une prime de 10 francs à toute prostituée qui consent à se rendre à la double visite hebdomadaire, on aurait au bout de peu de temps toutes les professionnelles sous la main ; on aurait surtout, et c'est ce qui importe, les débutantes, les filles très jeunes qui, ignorantes de l'hygiène, ou indifférentes aux précautions, sont presque toutes malades, et qui d'autre



part, presque toujours besogneuses, viendraient vite réclamer leurs 10 francs quand elles sauraient que la police n'est pour rien dans la chose. A 10.000 prostituées, il suffirait de 100.000 francs pour assainir Paris. Un philanthrope ne donnera-t-il pas quelque jours à l'Assistance publique cette somme avec cette affectation ? Peut-être même pourrait-on ne pas l'attendre, et le système fonctionnerait-il de lui-même si toute femme inscrite pouvait se faire rayer moyennant un versement de 20 francs. Il est à présumer en effet que dès qu'elle aurait pu monter au rang de femme entretenue, l'ancienne chercheuse de pain quotidien n'aurait rien de plus pressé que de se faire rayer des contrôles de l'activité. Au point de vue social, ce serait sans importance, puisque ce sont les vagabondes, et surtout les jeunes vagabondes qui sont dangereuses. Si donc, chaque année, 2.000 femmes entretenues par exemple se retiraient de la circulation cataloguée, en compensation de 2.000 jeunes filles qui y entreraient, ce serait un boni de 20.000 francs avec lequel on pourrait organiser une dizaine au moins de dispensaires du soir, si on compte 600 francs pour l'interne de garde passant la visite et 1.000 à 1.200 francs de remèdes distribués pour chacun.

Par rapport à notre état de choses, il n'y aurait à prévoir d'augmentation de dépenses que pour les médecins visiteurs de professionnelles, qui devraient être beaucoup plus nombreux si les 10.000 prostituées clandestines de Paris étaient mises en lumière et soumises à deux visites par semaine. Chaque médecin ne peut visiter en examen consciencieux que 20 femmes par heure ; il faudrait donc que dans chacun des 20 arrondissements de Paris, il y ait un dispensaire où chaque jour trois ou quatre médecins viendraient passer une heure

le matin et une heure l'après-midi, et ainsi, il n'y aurait ni encombrement, ni attente prolongée des visitées, car, encore une fois, il est nécessaire de ne pas leur rendre leurs obligations trop désagréables. Les médecins pourraient être de jeunes internes qui se contenteraient d'une rétribution modeste et auraient le temps de procéder à une visite sérieuse. Si la femme était malade, ils ne recourraient ni à l'agent de police du coin de rue, ni au panier à salade ; ils se borneraient à avertir la malade qu'elle doit se rendre d'elle-même à tel hôpital pour lequel on lui remet une carte en l'avertissant qu'un refus ou un retard l'exposerait à des poursuites ; pour plus de sûreté, ces messieurs pourraient peut-être zébrer d'un pinceau le ventre et les cuisses de la malade avec des couleurs ne pouvant s'effacer qu'au moyen de lavages chimiques, et après un temps correspondant au traitement normal ; ainsi la professionnelle se trouverait-elle dans l'impossibilité d'exercer son métier et réduite à aller se faire guérir. Il semble bien que par tous ces moyens on pourrait obtenir, humainement, efficacement et sans trop de frais, l'assainissement de la corporation galante et la préservation de la santé publique. La chose en vaudrait la peine.

Et c'est là notre conclusion pratique : Moins de pharisaïsme, moins de fausse indignation à l'idée que certaines jolies femmes trafiquent de leur corps, moins de sottise colère à l'idée que de jeunes peintres dans un bal privé portent en triomphe leurs modèles en costume de travail, mais, par contre, un peu plus de vigilance médicale et de préoccupation de l'hygiène.

SAINT-ALBAN.

## Rapports des morales et des sociologies <sup>(1)</sup>

---

Platon construit sa sociologie sur sa morale. Hobbes, appuyant les règles morales sur les nécessités de la société civile, semble vouloir justifier philosophiquement Machiavel qui sacrifie toute morale à la politique. Quelques-uns, enfin, avec plus ou moins de netteté, conçoivent une morale indépendante de toutes considérations politiques et sociales. J'appelle platonisme la première de ces trois tendances ; j'étiquette la seconde machiavélisme ; je désigne la troisième sous le nom d'individualisme.

Le platonisme a, chez Platon lui-même, deux formes bien différentes : libertaire et pédagogique dans la *République*, il devient despotique dans les *Lois*.

La *République* trace le modèle de l'État idéal, « l'idée » de l'État. Platon en écarte tout élément empirique, les lois aussi bien que les intérêts. Les lois lui paraissent toujours inutiles. Si l'État est sain, il n'en a pas besoin ; s'il est gâté, elles ne remédient à rien. La cité ne peut être maintenue que par l'éducation, et la politique se réduit à la pédagogie.

De grandes espérances pédagogiques grisèrent, voici quelques années, les républicains, et nous entendions affirmer que toute école ouverte ferait fermer une prison. On a bâti, depuis, beaucoup d'écoles et quelques prisons. C'est que l'instituteur, en enseignant les préjugés sociaux, les ébranle. La « morale

(1) Résumé d'une conférence faite à la *Coopération des Idées*.

civique » risque de faire réfléchir, de faire comprendre que morale et civisme sont des termes contradictoires. La hardiesse n'est pas toujours heureuse qui appuie le mensonge sur la vérité et qui réclame de notre raison les gestes absurdes qu'on a peine à obtenir de l'inconscience passive. La pédagogie ne serait une politique que dans une société libre et juste.

Dès que Platon, d'ailleurs, veut créer une cité viable, il ne compte plus uniquement sur l'éducation, mais il promulgue des lois. Pour conserver sa société vertueuse, il l'écrase sous le plus dur des despotismes. Le gouvernement, représentant armé de la conscience, ne laisse à l'individu aucune liberté d'action, de sentiment ou de pensée. Une réglementation minutieuse envahit jusqu'aux replis les plus secrets de la vie privée ; elle s'inquiète des relations conjugales ; et c'est la loi qui assortit les mariages. Le désir rapproche les êtres semblables. Il faut lutter contre cette tendance naturelle, car il est bon pour l'État que l'époux et l'épouse soient très différents et qu'un juste mélange de force et de douceur prépare des générations équilibrées. Les époux, indiqués en apparence par le sort, seront donc désignés en réalité par d'heureuses supercherries des magistrats. Combien le Platon des *Lois* est hostile à toute liberté, on le voit encore mieux quand ce grec repousse l'indépendance de la « musique », quand ce poète exile Homère, quand cet artiste, sévère et absurde comme un prêtre égyptien, immobilise l'art en des formes hiératiques et interdit à l'artiste de « montrer ses ouvrages à aucun particulier avant qu'ils aient été vus et approuvés des gardiens des lois et des censeurs établis pour les examiner. »

C'est que Platon entreprend une œuvre contradictoire. Il veut fonder la politique sur la morale,

oubliant qu'il n'y a ni politique indifférente aux résultats, ni morale préoccupée des résultats. La contrainte obtient des succès matériels, mais comment créerait-elle cette spontanéité, la vertu ? Même elle la détruit nécessairement chez les gouvernants comme chez les gouvernés. Commander est un premier crime qui conduit à tous les crimes ; obéir, une première lâcheté qui mène à toutes les lâchetés. Notre docteur de vertu, qui aspire à descendre et à devenir législateur, ne s'aperçoit même pas qu'il fait appel aux deux moyens immoraux, la contrainte et la mauvaise foi. De sorte que, dans la pratique, on ne voit pas toujours en quoi le platonisme diffère du machiavélisme.

Des gouvernements platoniciens ont, à certaines heures, encombré l'histoire et ils ne paraissent pas plus regrettables que les autres gouvernements. La théocratie est la forme la plus fréquente du platonisme politique, et il faudrait être menteur comme le plus inconscient des hommes de parti pour louer le gouvernement de Calvin à Genève, le gouvernement des jésuites au Paraguay ou le gouvernement qu'exerça le Père La Chaize sous le pseudonyme de Louis XIV. Si quelque naïf, soucieux surtout de n'être tyrannisé que par des gens vêtus comme lui, m'objecte qu'un prêtre n'est pas un philosophe, je lui citerai quelques platoniciens laïques aussi cruels et aussi austères que les meilleurs inquisiteurs et, au premier rang, le vertueux Saint-Just.

Machiavel ne se préoccupe guère de justifier moralement sa politique ; seuls les résultats l'intéressent. Pour lui, toujours « la fin justifie les moyens. » Parmi les moyens qu'il conseille, il place au premier rang la mauvaise foi et la cruauté. Certes, il n'aime pas ces

procédés pour eux-mêmes, et il blâme « la cruauté mal employée » et insuffisante aussi nettement qu'il loue « la cruauté bien employée. » Il ne faut commettre que des crimes « dont la grandeur couvre l'infamie. » Il faut détruire l'adversaire d'un seul coup, et remettre ensuite un masque de douceur et de sourire. Octave ayant tué suffisamment, Auguste peut faire adorer par les siècles sa clémence. Je cherche dans l'histoire de France un geste que Machiavel approuverait complètement, et je n'en trouve point. Il n'est pas assez naïf pour reprocher à Charles IX le crime d'avoir tué beaucoup de protestants, mais il est assez habile et résolu pour blâmer la faute de ne les avoir point tués tous. Les massacres de septembre ne le satisferaient pas non plus, puisqu'ils laissèrent vivre un grand nombre de suspects. « Quiconque veut établir une république dans un pays où il y a beaucoup de gentilshommes ne peut réussir sans les détruire tous. »

Machiavel est un homme pratique qui donne des conseils, non des théories. Les esprits plus philosophiques qui arrivent aux mêmes conclusions que lui partent d'un individualisme maladif. Car, s'il n'y a que des folies sociales, il y aussi, à côté de la sagesse individualiste, une folie individualiste. Il ne faut pas confondre avec le noble individualisme de la raison et de la *volonté d'harmonie*, l'individualisme grossier de l'appétit ou l'individualisme dionysien de la force et de la « volonté de puissance ». Le premier nie la cité d'oppression et de haine, parce qu'il affirme l'individu et parce qu'il affirme l'humanité; l'autre confond l'appétit ou le pouvoir matériel avec le droit et proclame dans l'individu la bête plus que l'homme. « L'homme, dit Hobbes, est un loup pour l'homme. »

Il ne connaît que l'agression et la peur, et sa folie belliqueuse aboutit souvent à une paix de tyrannie ou de servitude.

Socrate est le premier des grands individualistes que j'aime, le premier individualiste de la « volonté d'harmonie. » Le vrai Socrate ne se trouve ni dans Xénophon, brute impérialiste, ni dans Platon, le plus merveilleux des génies métaphysiques, mais que ses facultés mathématiques et constructives conduisirent à la manie législatrice. Les dialogues de l'un et de l'autre sont des romans à thèse à travers lesquels il faut deviner le vrai Socrate. Il serait à désirer que des critiques amoureux et méfiants, des Strauss et des Renan, étudient la *Vie de Socrate* comme le dix-neuvième siècle a étudié la *Vie de Jésus*. Malgré les tendances aristocratiques des disciples infidèles par qui nous le connaissons, on sent dans Socrate un ennemi de l'aristocratie autant qu'un ennemi du peuple. S'il irrite les démagogues par son opposition dans le procès des généraux, il refuse aux Trente Tyrans de leur livrer Léon de Salamine. Il raille le tirage au sort des magistrats, mais il se moque des Trente et les compare à des bouviers qui ramèneraient chaque soir un troupeau moins nombreux et plus maigre. Il est de ces indépendants qui proclament leur conscience, non les conventions de droite ou de gauche, et qui finissent par unir contre eux tous les partis. Dans son entretien avec Glaucon, l'ignorant qui aspire à gouverner Athènes, Xénophon voit une œuvre maïeutique, et pourtant la traduction inintelligente et infidèle laisse deviner que Socrate, ici, est ironique. Regardés de près, ses arguments signifient que c'est le projet même de gouverner qui marque sottise et ignorance.

Après la mort de Socrate, les cyniques, puis les

stoïciens, continuent d'opposer à l'absurdité des « lois écrites » la justice et la vérité des « lois non écrites » et ne consentent à obéir qu'au dieu qui est en eux. Plusieurs modernes savent aussi que « l'état de nature » est éternel et que, parmi les ténèbres des organisations sociales et religieuses, les patries et les églises, c'est à la seule conscience individuelle qu'on doit demander la lumière.

Locke réfute victorieusement Hobbes et Herbert Spencer appuie sur la théorie de l'évolution une noble doctrine individualiste.

Herbert Spencer sait que la société parfaite ne connaîtra plus ni codes ni juges. Il espère qu'elle s'établira, la noble harmonie libertaire, par le seul jeu des lois naturelles et de l'évolution cosmique. Le fait social étant donné, il lui semble nécessaire que de l'égoïsme sorte l'altruisme et que l'hérédité rende, à chaque génération, les sentiments altruistes plus prédominants.

J'hésite à partager ces vastes espérances. La société naturelle est, en effet, conseillère de paix et d'amour. Mais la société civile qui crée des patrons auxquels je paie le droit naturel de travailler, des propriétaires auxquels je paie le droit naturel de reposer dans un abri qu'ils n'occupent point, des juges qui s'arrogent sur moi droit de vie et de mort, des officiers qui osent m'ordonner de mourir et même de tuer, la société civile, par son injustice fondamentale et sa fondamentale tyrannie, met tous les opprimés en légitime défense et crée un état de guerre qui ne finira qu'avec elle. Or est-elle destinée, la vieille aux mille masques, à finir jamais ?...

La force peut triompher d'une violence particulière et repousser une forme déterminée de la contrainte.



Mais comment la violence détruirait-elle le principe même de la violence ?

Le combat entre la raison, puissance individuelle et morale, et l'État, force collective et brutale, ne serait-il pas éternel ? Quand le conflit devient aigu, chacun des deux adversaires triomphe sur un plan différent. La Bête tue l'Homme. La victoire morale de l'Individu est une réalité supérieure. Mais, si on la cherche autre part qu'en son esprit hautain et en son cœur satisfait, elle s'évanouit comme un fantôme. Les paroles libératrices d'un Socrate sont traduites en mensonges sociaux par des Xénophon et des Platon. Jésus, ennemi des organisations religieuses et sociales, sert de prétexte à la plus organisée des religions, et son nom, pendant des siècles, est invoqué par toutes les tyrannies. La philosophie stoïcienne finit par des jurisconsultes partisans du pouvoir absolu et qui, considérant théoriquement l'esclavage comme un fait contre nature, rédigent pourtant des lois positives pour régler les relations des maîtres et des esclaves.

Peut-être convient-il de ne rien espérer comme de ne rien craindre. Nous ne proclamons pas naïvement : « La vertu est la meilleure politique ». Nous déclarons fièrement : « La vertu est belle ; toute politique est laide. » Nous ne nous promettons, pour demain, ni paradis céleste, ni paradis terrestre. Nous ne nous préoccuons que de ce qui dépend de nous. Nous ne voyons pas comment le conflit finirait entre la basse maxime sociale : « La fin justifie les moyens » et la hautaine maxime morale : « Fais ce que dois, advienne que pourra. » Si notre choix est fait, c'est que nous savons qu'il n'est pire douleur que le sentiment de sa propre inharmonie. Sans hésitation, sans préoc-

cupation des résultats extérieurs, l'homme conscient fait ce qu'il se doit, maintient, au milieu des cacophonies sociales, son harmonie, et il porte haut, avec le mépris des populaces qui gouvernent et des populaces qui obéissent, le respect du seul individu.

HAN RYNER.

---

## **Société internationale d'Art populaire et d'Hygiène**

**Son programme. -- Son but. -- Ses moyens d'action**

---

Il faut que l'art, un art nouveau, réponde aux besoins et aux progrès de nos démocraties modernes. Il faut éveiller ou réveiller dans les foules populaires des besoins d'art, de beauté, autant que de confort et d'hygiène, qui leur font défaut aujourd'hui, et qui ne sont pas moins nécessaires que les autres besoins, sociaux ou politiques, à l'homme de notre temps et de tous les temps, de notre pays démocratique par excellence et de tous les pays.

Il faut donc qu'au monde esthétique du passé succède un monde esthétique nouveau, comme à la société passée succède la société moderne, comme aux royautes ou aux souverainetés aristocratiques, elles du moins si élégantes ou fastueuses, a succédé la souveraineté populaire, dont le règne ne s'est manifesté jusqu'ici que par une sorte de barbarie artistique. Il faut se rappeler qu'en mobilier comme en architec-

ture il n'est plus de style, et en aucun pays d'Europe, depuis cent ans. Enfin, l'on connaît les milieux trop souvent sordides et fétides, où vivent presque partout et consentent à vivre les classes populaires : nous voulons les en faire sortir.

W. Morris, le grand poète, le grand artiste, le grand artisan, et qui fut quelque temps le chef du parti socialiste anglais a dit : « Cette beauté qu'on appelle l'Art, pour employer le mot dans son sens le plus large, est une véritable nécessité de la vie, si nous ne voulons pas nous contenter d'être moins que des hommes... Or, je demande quelle est la proportion, en nos pays civilisés, de ceux qui reconnaissent cette nécessité de la vie et en ont leur part. »

Un généreux député belge, M. J. Destrée, a dit de même : « Le travailleur, et le plus humble, a lui aussi le droit à la beauté. »

M. Roger Marx, en 1891, réclamait également « de tout et pour tous le bienfait de la beauté ».

La Société Internationale d'art populaire et d'hygiène, que nous fondons en ce moment, répondant à ces idées, a pour but : *L'art à tous, partout et en tout*, et une amélioration générale, hygiénique d'abord, esthétique aussi, de la vie des classes populaires.

Elle se propose ainsi d'étudier et de faire avancer ou résoudre toutes les questions intéressant *l'art pour le peuple, l'art par le peuple, l'hygiène, et la vie populaire*, et de s'occuper d'abord des formes ou formules d'architecture et de décoration qui lui sont applicables.

Elle aurait donc en ses attributions les questions des habitations à bon marché, celles du mobilier et de la décoration qui leur doivent être appliqués, celles

de l'art applicable aussi aux édifices destinés surtout aux besoins publics.

Dès lors, il s'agirait pour elle de faire meubler et décorer au meilleur marché possible l'habitation à bon marché, après avoir, en premier lieu, assuré sa parfaite hygiène.

Il s'agirait aussi d'étudier et préparer la décoration des écoles, des bibliothèques, instituts ou universités populaires, de toutes les « Maisons du peuple » en un mot, et des usines, des hôpitaux, des casernes, et des petites mairies, et des petites gares de chemins de fer, puisqu'on décore les grandes, et des auberges, ce que fait si bien déjà le Touring-Club, un de nos alliés, etc., et d'arriver enfin à créer quelque jour des « usines-clubs », et des « usines-homes » comme en Amérique, ou comme en Angleterre ces « garden-cities », ces cités idéales, abritant des populations ouvrières.

Cette éducation esthétique nouvelle donnée à tous commencerait donc de la sorte, comme doit commencer toute éducation, à la maison, dans le *home*, dans la famille, puis se continuerait à l'école, et, partie de la maison et de l'école, se continuerait partout.

La Société, dans ces intentions, ferait surtout appel à ceux des artistes qui auraient le goût, le sens de l'architecture et de la décoration simples, sobres, logiques, bien conformes à leur destination, et se rattachant le plus possible, en France comme ailleurs, aux traditions nationales et régionales.

En vue de créer cet art nouveau pour le peuple et pour tous, et aussi de le faire en partie créer ou recréer par le peuple, qui créait son art populaire, son art rustique autrefois, et qui depuis plus de cent ans a

cessé de rien créer, la Société établirait des collections, ferait des sélections de modèles, dont beaucoup sans doute seraient empruntés à la vie rustique ou bourgeoise du passé, et quelques-uns aux pays étrangers, où l'art populaire est resté ou est redevenu en faveur.

La simplicité des formes étant dans l'ameublement l'une des conditions nécessaires de son bon marché, il n'est pas, à ce sujet, inutile de rappeler, que cette simplicité et la juste proportion des formes peuvent en faire à elles seules le charme, la parfaite beauté.

La Société, pour réunir et présenter des modèles simples et excellents, provoquerait ou encouragerait la formation à Paris, et dans toutes les capitales de l'Europe, même et surtout de nos anciennes provinces, de *Musées d'art populaire* ou de *Musées provinciaux*, comme celui d'Arles, fondée par le grand poète Mistral, ou ceux de Quimper, et de Honfleur, Musées où l'on recueillerait ce qui fut bon ou excellent et serait à rappeler des arts populaires particuliers à chaque pays ou à chaque province.

Ces Musées, et des *Expositions, Internationales* ou non, *d'art populaire, d'art social et de l'habitation*, telles que nous en formulons le programme dès 1901, ou des *Expositions d'art rustique* (qu'impliquent du reste ces Expositions générales), telles que M. P. Roche essaie d'en organiser, pourraient, nous l'espérons, réveiller d'abord la vie artistique en bien des provinces (et à l'étranger comme en France), et la vie plus ou moins mourante des industries d'art qu'elles gardent encore. Ces Expositions et ces Musées feraient donc connaître, comme le dit très justement M. P. Roche, « ce qui survit de nos arts populaires, et feraient rendre justice aux qualités de simplicité, de bon marché et de logique, qui distinguent le plus souvent

ou distinguaient les travaux du peuple ». On soutiendrait, on encouragerait ainsi, dans la pensée de M. Roche et dans la nôtre, des inspirations très humbles, pour les inciter à donner plus encore, on ranimerait en nos provinces des industries d'art qui s'éteignent, on en réveillerait qui dorment, on en ferait naître de nouvelles.

A ce *Musée d'art populaire*, que nous voulons fonder à Paris, pourrait être annexée une sorte d'entrepôt où seraient vendus les objets inspirés des œuvres anciennes acquises par le Musée, et tous les objets de fabrication actuelle reçus par lui, *après examen d'un jury*, mais qui seraient remplacés à mesure qu'ils seraient achetés. La marque du Musée ou de cet entrepôt serait certainement très recherchée et augmenterait ainsi la valeur marchande de tous ces objets. Ce Musée serait donc une exposition permanente, où l'achat serait possible de toutes les pièces exposées.

Permanente y serait aussi l'exposition des projets et plans d'habitation à bon marché, de mobiliers et de décorations à bon marché, ainsi que des projets et plans de ces édifices destinés aux besoins du peuple ou du public, comme écoles, mairies, hôpitaux, gares, etc., et nous fonderions de la sorte un *Musée d'art social* qui manque au *Musée social* d'aujourd'hui et le compléterait utilement.

La Société rechercherait ou créerait donc et fournirait à la fabrique et à tous des modèles sévèrement choisis, et tenterait de renouveler ainsi dans un style simple et pur le mobilier imposé aujourd'hui par tant de fabricants dans un style ni simple ni pur, et dont le mauvais goût est généralement entretenu par le besoin habituel à la province de toujours copier

Paris, comme par le besoin habituel aux classes populaires d'aujourd'hui d'imiter toujours le « bourgeois » qui le plus souvent lui-même a un goût détestable.

Nous aurions désiré que la manifestation première de la Société fût une grande *Exposition internationale d'art pour le peuple, par le peuple, et d'hygiène, dont l'habitation à bon marché eût été le centre*. Rien n'eût mieux fait comprendre que cette Exposition, vaste et bien préparée, le but et l'importance de la Société ; rien ne l'eût mieux fait connaître. Des circonstances nous obligent à la renvoyer pour la France à une époque plus ou moins lointaine.

*Une Revue internationale d'art populaire et d'hygiène* serait l'organe de la Société. Elle serait publiée en trois langues : en français, en anglais, en allemand.

Cette Société serait donc *internationale*, pour donner par son ensemble, son étendue, sa force, une impulsion plus puissante à ces réformes, à ces progrès que nous voulons de l'art à tous, en tout et partout, à cette poursuite d'une amélioration générale de la vie, devenue ainsi moins coûteuse. Par son ensemble, son étendue, sa force, elle emporterait plus aisément les obstacles, entraînerait les hésitants, éveillerait, éclairerait bien des inconscients, aiderait ceux qui s'opposent à l'enlaidissement de la vie, rêvant même de l'embellir et annoblir pour tous et en tout, partout et toujours.

Les sections étrangères de cette Société garderaient toutes leur autonomie, mais elles se rattacheraient à la Section française et sans cesse communiqueraient entre elles par l'échange des procès-verbaux de leurs réunions, par celui de leurs bulletins, journaux ou

revues, par la revue dont nous parlions, qui serait l'organe et comme le Moniteur de la Société, par des *Congrès* enfin, chaque fois en des villes différentes, et par des *Expositions*, qui le plus souvent s'ouvriraient à la même époque et au même lieu que ces Congrès.

On peut juger, par ce que nous avons dit, que la Société serait l'alliée de toutes les œuvres qui protègent la vie et protègent aussi la beauté : Sociétés d'hygiène par exemple qui, en accroissant ou entretenant les énergies de l'individu, accroissent, entretiennent celles de la race, Sociétés défensives encore de l'individu, mais contre les risques de la maladie, de la mort, ou contre le chômage de la vieillesse, Sociétés d'instruction et d'éducation populaires, etc. Et, à ce propos, disons que dans l'éducation intégrale demandée pour tous par certains démocrates, il est temps de faire entrer, il semble, l'éducation esthétique, dont on s'est trop peu soucié jusqu'ici, et qui sera l'objet de notre active et constante sollicitude.

Rien ne serait donc étranger à la Société, « de ce qui est humain », populaire surtout.

Et, dans cette pensée, nous n'appellerons pas à nos Comités directeurs que des artistes, nous appellerons des sociologues, des économistes, des hygiénistes, des ingénieurs, des hommes, en un mot — et des femmes bien entendu — de toutes les professions, comme de toutes les classes.

Beaucoup d'artistes ne s'intéressent qu'à l'art supérieur, à l'art qui surtout s'adresse à l'élite ; ils ne voient pas qu'il se passe dans le domaine de l'esthétique ce qui se passe en hygiène, et qu'en bas, dans des milieux sordides, se créent des foyers d'infection, qui menacent cet art supérieur. Cela dit, nous comptons sur



leur concours à tous, et quelques-uns des plus grands, des plus raffinés, des plus rares, qui se tiennent le plus à l'écart de la vie populaire, l'ont compris déjà et sont venus à nous.

Nous avons dit qu'au monde esthétique du passé devait succéder un monde esthétique nouveau, répondant aux besoins nouveaux de nos foules et de nos souverainetés populaires. Mais ce monde esthétique nouveau doit garder de l'ancien certaines traditions, certains enseignements nécessaires, et ainsi lui demeurer attaché toujours par des liens que l'on ne pourrait impunément briser. Au point de vue artistique, la rupture complète avec le passé serait aussi funeste que peut l'être un respect trop religieux ou superstitieux de formes, de formules démodées, surannées ou dépaysées. Le dix-neuvième siècle presque tout entier a offert, ce qui dans l'histoire de l'art s'était à un tel point si rarement vu encore, une complète absence ou une indigence navrante de toute imagination créatrice, un mauvais goût lamentable dans le domaine de l'architecture et de la décoration; le vingtième siècle est appelé, nous l'espérons, et nous y contribuerons peut-être, à nous rendre et recréer un style.

Mais ce programme, très vaste, paraîtra sans doute trop vaste à quelques-uns. Travail d'Hercule, nous dit-on, ce que vous proposez : c'est vrai, et plus même qu'on ne le pense, puisque ainsi nous projetons une entreprise assez semblable à l'une des siennes, puisque nous aussi voulons nettoyer ces « écuries d'Augias » où continue toujours, où accepte de toujours vivre une partie de l'humanité. Hercule était un demi-dieu; c'est vrai encore, mais ce lourd travail, il était seul pour l'exécuter, et nous, pour l'entreprendre, nous serons plusieurs, nous serons beaucoup, nous serons légion

peut-être; et, en nous répartissant la tâche, nous ne doutons pas de remplir tout ce programme, si étendue qu'il soit, pleins d'espoir dans la victoire finale.

JEAN LAHOR.

La Société répartira ses travaux en différents comités, dont on pourra sans doute diminuer ou augmenter le nombre, et qui se subdiviseraient en sous-comités. Nous ne donnons ici que des indications ou suggestions :

1° *Un comité d'initiative et d'action* (comité des musées à créer, des congrès, des expositions, des rapports à établir ou garder entre la Section française et les Sections étrangères);

2° *Un comité d'architecture et de décoration;*

3° *Un comité de l'art par le peuple ou des industries d'art populaires;*

4° *Un comité d'hygiène;*

5° *Un comité technique* (étudiant par exemple les questions de l'éclairage, du chauffage, etc.);

6° *Un comité de l'alimentation et des nourritures à bon marché;*

7° *Un comité de l'éducation, et des sports, des fêtes, divertissements, théâtres populaires, de la décentralisation artistique, etc.*

8° *Un comité de l'esthétique des villes et des campagnes* (« garden-cities » ou cités-jardins, art dans la rue, protection des monuments du passé et de nos paysages, etc.).

Provisoirement. s'adresser pour toute correspondance et pour les adhésions à M. Gustave Soulier, directeur de l'Art décoratif, rue Saint-Augustin. 24; à M. Dacier, secrétaire de *Bulletin de l'Art*, 11, rue

des Tournelles; à M. Charles-Brun, secrétaire de la Fédération régionaliste française, avenue des Gobelins, 15; à la *Société des habitations à bon marché*, 4, rue Lavoisier.

---

## Les Livres qui font penser

---

**Les théories socialistes aux dix-neuvième siècle, de Babeuf à Proudhon**, par E. FOURNIÈRE, 7 fr. 50 (F. Alcan, éd.). — M. Fournière ne s'est pas proposé de nous donner une nouvelle histoire du socialisme, ni un compendium des doctrines socialistes. Son œuvre est plus utile et aussi plus originale. Il n'a voulu retenir des théories socialistes que ce qui en doit rester. Il a « recherché l'origine et noté l'évolution des idées et des concepts par lesquels le socialisme s'exprime actuellement, » et cela, de Babeuf à Proudhon seulement; mais il nous fait espérer un second volume qui ira de Marx à Millerand.

Le socialisme est né, dit-il, dans sa substantielle préface, de « la philosophie de la nécessité ». C'est « un individualisme d'extrême gauche. » Et la preuve, c'est qu'il n'admet même pas la subordination de l'individu au groupe familial organique et qu'il émancipe la femme. C'est contestable, et l'on sent bien déjà que l'auteur ne dégagera point impartialement les idées essentielles des multiples théories socialistes, mais ses propres idées. Les utopistes ne furent pas des utilitaires, non plus que des déterministes, — et c'est peut-être leur meilleur. Quant à leur individualisme, il convient d'en douter. L'argument qu'en donne Fournière est spécieux. Proudhon, le seul individualiste d'entre eux, est précisément, avec force, pour le maintien du groupe familial. Fournière sait bien qu'il avait ses raisons.

Je ne puis qu'approuver quand l'auteur s'élève contre

la fatalité historique du néo-socialisme ; mais je ne vois pas que ce socialisme ait substitué, comme il l'affirme, les méthodes aux systèmes. Ce serait un grand progrès. Mais le socialisme n'est pas en progrès ; ni moralement, depuis Proudhon, ni intellectuellement, depuis Marx ; au contraire. S'il a substitué quelque chose à l'idéalisme naïf des systèmes, c'est quelque chose d'inférieur : des tactiques. Quel est son avenir ? Je ne puis partager les espérances de Fournière. Il le sait, il le dit, le socialisme ne s'imposera pas quoi qu'on fasse, il n'est pas fatal, il est seulement possible. Or les socialistes sont occupés des élections, des ministères, mais non point de féconder ces possibilités de justice et de liberté. Millerand est un traître d'avoir poussé le cri d'alarme.

Le premier chapitre de ce livre important nous parle de la socialisation de la morale. Les socialistes ont fondé la morale de l'utilité sociale. Pour eux, la question morale est une question sociale. Sans doute, mais à condition qu'on renverse les termes, je veux dire qu'on reconnaisse, avec Aug. Comte, leur identité. Le mobile des actes et leur fin n'est plus Dieu, c'est l'homme. Il n'y a plus de rapports de l'homme à Dieu, même contre tous les autres hommes, ou indifférents à l'humanité, il y a des rapports humains. Donc, à l'intérêt personnel s'ajoute la sympathie, qui, de plus en plus, va prédominant. Ainsi se socialise la morale. « Mais, s'écrie l'auteur, pourquoi parler de morale ! Viennent les réalités du socialisme, et, quand nos antagonismes, individuels et collectifs se seront résolus en solidarité, la morale disparaîtra, se perdra dans l'océan de nos sentiments et de nos actes, présente en chacun d'eux, organique comme eux, et passant finalement à l'état d'acte réflexe par une glorieuse incorporation à l'instinct. Saluons avec confiance cette forme supérieure de l'idéal moral : la disparition de la morale par la suppression de l'immoralité, devenue aussi inconvenable qu'impossible. Le droit devenu identique au devoir, l'homme plus individuel que jamais et incorporant en soi toute l'humanité, le mien et le tien disparaissant de la langue même, voilà la fraternité supérieure à la justice que nous promet l'évolution progressive de notre espèce. La concevoir dans le présent, c'est la rendre pos-

sible dans l'avenir ». Ici nous retrouvons l'utopisme. Je répondrai à l'auteur par ses propres citations de Pierre Leroux : « Le bonheur n'est qu'une sorte de mirage moral qui nous égarerait incontestablement, et nous ferait marcher de déception en déception, si nous ne prenions notre parti de ne pas y croire. Si le bonheur n'existe pas, le commencement de toute sagesse est de ne pas croire au bonheur... Le bonheur serait un état tel que nous en désirerions la durée sans changement... Pour qu'il se réalisât, il faudrait que le monde extérieur s'arrêtât et se mobilisât. Mais alors nous n'aurions plus de désirs puisque nous n'aurions plus aucune raison pour modifier le monde, dont le repos nous satisferait et nous remplirait. Nous n'aurions plus, par conséquent, ni activité, ni personnalité. Ce serait donc le repos, l'inertie, la mort, pour nous, comme pour le monde... Le mal est la condition même de notre personnalité et de notre existence. »

Sur le féminisme, on présume que Fournière n'est pas avec Proudhon : « Le salaire de la femme, dit-il, est considéré *encore* comme un appoint au salaire d'un père, d'un mari ou d'un amant présumé ; mais c'est en gravissant ce calvaire douloureux, parfois humiliant, qu'elle acquerra toute sa valeur morale et sociale. » Le malheur, c'est que cet appoint de salaire est devenu indispensable au père ou au mari, et qu'il n'est pas suffisant pour la femme seule. La souffrance qui élève est sainte, celle-ci a avili la femme et l'a corrompue. L'ouvrière d'usine est un être asexué sans douceur ni beauté, quand ce n'est pas une apprentie prostituée. Il faut avoir l'optimisme tenace de l'auteur pour voir là le chemin des libérations. La vraie liberté est dans le plein développement de sa nature et dans l'accomplissement de son destin social. On peut tout dire, ce n'est pas la liberté de penser ; on peut tout faire, ce n'est pas la liberté d'agir. C'est sottise et folie, quand c'est en dehors des règles de la raison et des lois de la société.

La question de l'individu et de l'État est aussi grave. Là encore, on doit être avec Proudhon contre la plupart des novateurs, surtout contre Cabet et Louis Blanc. « L'État est l'expression agissante de la société », formule l'auteur. Non pas, car l'action veut des hommes et non une abstrac-

tion. L'État, sous sa forme acceptable en une démocratie, est statique, — simplement. Il ne saurait être dynamique. Tout mouvement démocratique se fait contre l'État. Saint-Simon l'avait compris qui voulait remplacer l'État politique par un organisme économique, le gouvernement industriel. Ce serait l'administration des choses, non plus le gouvernement des citoyens. Mais Saint-Simon, en réalité, maintenait le pouvoir, l'autorité, donc le gouvernement, il ne changeait que l'étiquette. Proudhon seul va au fond et veut toute la liberté. S'il maintient l'État, transitoirement, ce n'est que comme « instrument du contrat collectif, garant des contrats particuliers ». La formule : « Socialisation de l'État » est ingénieuse, mais elle ne dit rien. Ce n'est que la suite du simplisme de Rousseau, de l'illusion démocratique et jacobine.

On sait l'importance qu'ont eue, parmi les théoriciens de 1848, les questions de la légitimité de la propriété personnelle, de ses origines, de la rente et profit, de la valeur. Il m'a paru que l'auteur ne leur faisait pas assez de place. Il y avait beaucoup à rappeler.

Pour les socialistes, la propriété a pour origine le brigandage. Quand il n'est pas nié absolument, dans leur cité idéale, le droit de propriété est toujours strictement limité. Pour Proudhon seulement, si la propriété est le vol considéré dans la somme de ses abus, elle est aussi le stimulant du travail, le lien, la continuité de la famille, et par là la meilleure garantie de la liberté. Il n'entend point qu'on abolisse l'héritage : « Au lieu d'abolir l'hérédité, dit-il, songeons plutôt à faire cesser la deshérence. »

Au fur et à mesure que le socialisme se précisera, il affirmera que la seule mesure de la valeur est le travail, donc que toute plus-value est illégitime. S'emparant de la théorie de la rente de Ricardo, le socialisme identifiera la rente et le profit pour les vouer au même anathème.

M. Fournière consacre ensuite un long chapitre à la concentration capitaliste. Il nous parle de la mobilisation de la propriété et de la concurrence. Les critiques de Fourier sont classiques. Elles ont conservé toute leur force, malgré quelques exagérations, contre le mercantilisme. Le problème troublant de la population n'a pas moins passionné les socialistes. Malthus fut leur bête noire ; mais il

n'apparaît pas encore qu'ils lui aient répondu victorieusement. Pour l'auteur, il échappe à l'embarrassante objection en déclarant que la population deviendra par la suite un acte réfléchi de la société. C'est bel et bien. Mais a-t-il songé que cela a pour conséquence une sélection à rebours, donc une dégénérescence rapide de la race; car ce sont les meilleurs qui se restreindront. Et puis, il y a la poussée envahissante, formidable, des populations jaunes, dont le chiffre a doublé en ces derniers vingt-cinq ans, conformément à la loi de Malthus... Les premiers socialistes ont assisté à l'installation de la grande industrie. Ils en avaient prévu les développements. Quelques-uns, les saints-simoniens, y ont poussé. Ils ont donc eu, plus ou moins vaguement, la conception matérialiste de l'histoire. Fourier lui-même déclare que le « mécanisme industriel est le pivot des sociétés humaines. »

Ils ont vu aussi, justement, dans la division du travail, un facteur important d'émancipation. Fourier en a tiré partie pour sa théorie contestable du travail attrayant, d'autres s'en sont servi pour proclamer la guerre des classes, et ainsi l'union internationale de tous les travailleurs.

Le dernier chapitre traite de l'association et de la socialisation. La coopération vient d'Owen et Fourier, le syndicalisme fédéré, l'association de crédit de Proudhon, l'association de production de Buchez et des saint-simoniens. Mais le socialisme d'aujourd'hui pense plutôt à la socialisation providentielle venant d'en haut, qu'à la conquête progressive, lentement éducatrice d'en bas. Où sont les utopistes ?

Je n'ai donné qu'une faible idée de ce livre capital, puissamment documenté. Je voudrais qu'il fût lu par tous les socialistes, par tous les prolétaires.

**Controverses transformistes**, par Alfred GIARD (Naud. éd., 3, rue Racine). — Ce livre, dont le titre est trop modeste, s'ouvre par un historique documenté du transformisme. M. Giard nous montre Buffon, parmi les premiers théoriciens précis de l'évolutionnisme, aux côtés de Goethe, Lamarck et Darwin.

L'auteur examine ensuite les faux principes biologiques

et leurs conséquences taxonomiques. Il combat la notion d'espèces. Pour lui, il n'y a que des individus. Toute classification est donc arbitraire, et il faut entendre qu'elle n'est que pour la commodité, et relative.

On peut ranger les facteurs qui modifient les individus en deux catégories : les facteurs primaires, qui constituent le lamarckisme, et les facteurs secondaires, qui sont le darwinisme.

Les facteurs primaires sont directs et indirects. Les premiers sont : milieu cosmique : climat, lumière, température, sécheresse et humidité ; composition physique et chimique du sol et des eaux, état mécanique du milieu, vent, mouvement des eaux, etc. Milieu biologique : alimentation, parasitisme, symbiose, etc. Les seconds, indirects, sont : réaction éthologique contre le milieu cosmique : adaptation, convergence. Réaction contre le milieu biologique : ressemblance protectrice, mimétisme, etc.

Les facteurs secondaires sont : hérédité ; concurrence vitale et sélection naturelle ; concurrence sexuelle et sélection sexuelle ; ségrégation et amixie ; sélection physiologique ; hybridité, etc.

M. Giard est amené aussi à étudier l'hérédité et à rechercher si vraiment elle transmet les modifications somatiques. Il discute les objections de Weismann, Mathias Duval et Brown-Séguard. « L'hérédité, conclut-il, n'est, à proprement parler, ni un facteur primaire, ni un facteur secondaire, c'est une intégrale, c'est la somme des variations infiniment petites, produites sur chaque génération antérieure par les facteurs primaires. »

On voit le grand intérêt de ce livre, et combien il est instructif. La plupart de ces pages ont été écrites il y a vingt ans et plus, alors que l'évolutionnisme n'était admis que par une minorité de savants et de philosophes, ou par quelques polémistes compromettants qui se proposaient un tout autre objet que la recherche désintéressée d'une vérité scientifique. Aujourd'hui, l'évolutionnisme n'en est plus à fournir ses preuves, il est unanimement accepté, même par ceux qui n'y entendent rien ; on ne le chicane plus que sur des détails, on ne discute plus que sur la prépondérance de tel ou tel facteur de modification.



Il ne soulève plus la passion des partis, puisque tout le monde est d'accord, et que l'Eglise elle-même le reconnaît et a su l'utiliser, comme elle a utilisé déjà le romantisme et le positivisme.

Le livre de M. Giard n'en conserve pas moins toute sa valeur, en dehors même de sa richesse de documentation scientifique. C'est une bonne contribution à l'histoire des sciences ; c'est aussi une sévère leçon de méthode, qui est l'essentiel de l'esprit philosophique. Ce livre, qui a sa place marquée dans toutes les bibliothèques populaires, nous montre que parmi les lentes transformations du monde, l'évolution de l'esprit humain est peut-être la plus difficile et la plus lente.

**Le peuple-roi, essai de sociologie universaliste**, par TH. DAREL (F. Alcan, éd.)

**Les origines du christianisme, d'après les documents authentiques et des souvenirs personnels, par un contemporain, Luc, médecin du premier siècle**, traduit du grec et accompagné de notes explicatives, en orthographe réformée, par Paul Passy, 1 franc (Société des Traités, 33, rue des Saints-Pères).

**Henri de Braisne et son œuvre**, par GEORGES VEILLAT, (Dujarric, éd., 50, rue des Saints-Pères.

**L'École des rois**, roman, par KEEPMAKER, 3 fr. 50 (Stock, éd., 27, rue Richelieu).

**Sibylle femme**, roman ultra-féministe, par RENÉ TONY d'ULMÈS, 3 fr. 50 (Ollendorf, éd., 50, Chaussée d'Antin).

**Principes de psychologie individuelle et sociale**, par C.-O. BUNGE, traduit de l'espagnol avec une préface, par A. Diétrich, 3 francs (F. Alcan. éd.).

**Pierre Leroux. Sa vie, son œuvre, sa doctrine. Contribution à l'histoire des idées au dix-neuvième siècle**, par FÉLIX THOMAS, 5 francs (F. Alcan, éd., 108, boulevard

Saint-Germain). — Il est curieux de comparer la pensée originale d'un Pierre Leroux avec nos mouvements d'idées actuels. Il était assez difficile de dégager la doctrine directrice d'un auteur aussi confus que l'inventeur du mot « socialisme ». M. Félix Thomas s'en est acquitté honorablement, et son livre sera toujours à consulter quand on étudiera la philosophie et la sociologie au dix-neuvième siècle.

**Pages choisies des grands écrivains.** Schiller, avec une introduction de LUDOVIC ROUSTAN, 3 fr. 50 (A. Colin, éd., 5, rue de Mézières).

**Répertoire des Lectures populaires.** Regnard, *Le Joueur, les Folies amoureuses, Scènes de Démocrite*, scènes choisies et présentées par CHARLES-H. BOUDHORS, 1 franc (Hachette, éd., 79, boulevard Saint-Germain). — On sait ce que sont les lectures populaires. Dans une courte préface, Maurice Bouchor donne de sages conseils aux personnes qui entreprennent d'organiser ces lectures.

**Le Délégué cantonal sous la troisième République**, par ALBERT LANTENAIS, 1 franc (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot). — Le délégué cantonal est le représentant de la famille dans l'école. Son rôle est délicat et important. On lui enseigne ici ce qu'il doit connaître, ce qu'il peut faire, les services qu'on attend de lui.

G. DEHERME.




---

*Le Directeur-gérant* : G. DEHERME.

---

## En vente à la « Coopération des Idées »

	Francs		
<i>Un Pessimiste français</i> , par G. Deherme. . . . .	0 25	0 30	
<i>Tolstoï</i> , par Suarès. . . . .	1 »	1 15	
<i>Le Palais du Peuple</i> , par Gabriel Séailles. . . . .	0 10	0 15	
<i>Lettres d'un répétiteur en congé</i> , par Brenn. . . . .	0 60	0 70	
<i>Jules Lagneau</i> (avec portrait) . . . . .	0 50	0 60	
<i>Le Coopératisme</i> (illustré), par A.-D. Bancel, broché. . . . .	1 50	1 70	
<i>La Coopération des Idées. — Une tentative d'éducation et d'organisation populaires</i> , par G. Deherme . . . . .	0 50	0 55	
<i>Le Mouvement éthique</i> , par Alf. Moutet. . . . .	0 50	0 65	
<i>Les Règles de l'Honnête Discussion selon Pascal</i> , par Paul Desjardin. . . . .	0 60	0 70	
<i>Almanach de la Coopération</i> . . . . .	0 40	0 50	
<i>La Guerre et la Paix par des chiffres</i> , par Lucien Le Foyer. . . . .	0 20	0 25	
<i>Que peut l'École contre la Guerre ?</i> par E. Triebel, traduit par V. Rossignol . . . . .	0 10	0 15	
<i>Spoliation des Indigènes de Nouvelle-Calédonie</i> . . . . .	0 25	0 35	
<i>Les Œuvres de fraternité rurale</i> , par Leo Valleteau . . . . .	0 60	0 70	
<i>Le Bon Sens en face du Dogme et de la Morale</i> , par Pierre Martel. . . . .	0 50	0 65	
<i>Recherches sur la Mentalité humaine</i> , par P. Froument. . . . .	» »	4 »	

France

<i>Qui veut la santé et du bonheur ?</i> par A. Marrot . . . . .	1 »	1 15
<i>Le Positivisme en dix pages</i> , par le colonel Bombard . . . . .	0 10	0 15
<i>Pour l'Ouvrière</i> , par L. Varenne . . . . .	1 50	1 75
<i>La Philosophie positive</i> , par Emile Corra. . . . .	0 60	0 80

Nota. — La Coopération des Idées se charge de procurer à ses membres et abonnés. SANS FRAIS, tous ouvrages, brochures, revues, journaux, etc.

## La COOPÉRATION des IDEES

Revue mensuelle  
de Sociologie positive

(1896-1897-1898)

Un fort volume de 530 pages, relié  
toile 10 fr. — France : 11 francs.

(1899-1900)

Relié toile : 5 fr. — Franco 5 fr. 50.  
— Non relié : 4 fr. — Franco : 4 fr. 50.

(1900-1901)

*La Coopération des Idées*, journal  
hebdomadaire d'action et d'éducation  
sociale (63 numéros). — 3 francs. —  
Franco : 3 fr. 50.

(1901-1902-1903)

*La Coopération des Idées*, revue  
mensuelle d'éducation sociale (12 nu-  
méros, 400 pages). Non relié : 3 fr.  
Franco : 3 fr. 50.

ANNONCES, la ligne : 1 fr.

**Coopérative vinicole générale**

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Statuts déposés chez M<sup>e</sup> Brulle  
notaire à Libourne

Siège social : LIBOURNE (Gironde)

Succursales à Montpellier, Épernay,  
Chassagne, Montrachet et Cognac

Vins français de toutes provenances

Spécialité de fournitures aux  
Sociétés coopératives

Echantillons et Renseignements franco

**Le Courrier de la Presse**

21, boulevard Montmartre, 21

**PARIS**

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6 000  
journaux par jour

ASSOCIATION OUVRIÈRE DE COUTURE

M<sup>me</sup> CLOTILDE GASTELLIER

Directrice

2<sup>bis</sup>, Rue de Lyon, PARIS

**NOUVEAU CIGARE NASAL ET BUCCAL  
DE A. DAUDÉ**

Ce cigare inhalateur est absolument remarquable pour la guérison des maladies des voies respiratoires, du coryza, etc. Il supplée avantageusement les cigares de tabac et se recommande par l'odeur agréable qu'il répand autour du fumeur.

Envoi d'un **cigare** et d'un **flacon** franco contre un mandat de **4 francs** adressé à

**M. A. DAUDÉ**, pharmacien, à Prats-de-Mollo (Pyrénées-Orientales).